



Pays-Bas : des milliers de vaches fantômes



Après les œufs au fipronil, nouveau scandale agricole. Pour produire plus de lait et échapper à des règles environnementales,

près de 7 700 éleveurs laitiers néerlandais frauderaient. Dans leurs exploitations, des milliers de vaches fantômes.

Page 2

Froid et neige : la galère continue en Île-de-France

Bouchons interminables, routes bloquées, trains en retard : c'est la pagaille en Île-de-France. Le cumul de poudreuse mesuré par Météo France atteignait 12 cm, hier à 5 h. Reportage auprès des sans-abri à Paris, avec une équipe de maraude de la Croix-Rouge.



Page 5

La Tesla, de l'ouest de la France jusqu'à l'espace

Gilles Nedelec, ingénieur lavallois de 63 ans, a suivi avec attention la mise en orbite du roadster de la marque américaine, mardi. La carrosserie de cette Tesla a été conçue et produite près de Saint-Malo et à Changé (Mayenne), avant de partir à l'assemblage.



En dernière page

Corse : Macron affiche sa fermeté

Oui, Emmanuel Macron est favorable à l'inscription de la Corse dans la Constitution. Mais il a fermé la porte au statut de résident corse et à la co-officialité de la langue. Les nationalistes parlent d'« occasion manquée ».



Page 3

Pas simple la conduite accompagnée

« Je hurle. Ça la stresse donc elle m'en veut... » « Son attitude m'irrite ! » Faire 3 000 kilomètres en voiture à côté d'un conducteur novice, ce n'est pas évident à gérer. Les internautes en témoignent sur notre page Facebook.



Page Auto-mobilités

Calvados

Coupe de France : Caen qualifié pour les quarts

En Sports

La Région retire sa subvention, l'asso d'insertion en danger

Page 7

Commentaire

par Thierry Richard

La Corse dans la République

Ouverture et fermeté. Emmanuel Macron a soufflé le chaud et le froid lors de son déplacement en Corse, envoyant des signes apparemment contradictoires à ses interlocuteurs. Semblant reprendre d'une main ce qu'il avait donné de l'autre. Peut-être une nouvelle illustration de sa politique du « en même temps ». En tout cas, de quoi déstabiliser les dirigeants de l'île qui sont passés par toutes les couleurs pendant les deux jours du voyage présidentiel.

Fermeté d'abord. Le président de la République a débarqué sur l'île, mardi, avec le souci de réaffirmer l'autorité de l'État. Surtout ne pas donner le sentiment qu'on cède à la pression exercée par les nationalistes. Entamant son déplacement par un hommage au préfet Erignac, assassiné il y a vingt ans, le chef de l'État a su dire combien le souvenir et l'indignation restaient entiers pour interdire toute forme de complaisance.

D'emblée, Emmanuel Macron a levé toute ambiguïté sur l'avenir de la Corse en rappelant qu'elle resterait dans le « giron républicain ». La Corse, c'est la République qui est et restera indivisible. À cet égard, la présence remarquée à ses côtés de Gérard Larcher et Jean-Pierre Chevènement, figures

républicaines s'il en est, avait valeur de symbole.

Le chef de l'État a pris soin d'écartier, une à une, les principales revendications des nationalistes. L'amnistie des prisonniers « politiques », condamnés pour leur participation à des attentats ? Exclue. La co-officialité de la langue corse au même titre que le français ? Anticonstitutionnelle. Le statut du résident, censé lutter contre la spéculation immobilière ? Une mauvaise réponse. L'autonomie fiscale ? Une impasse économique.

« Émancipation »

Le cadre étant posé, les discussions peuvent commencer. Emmanuel Macron sait qu'il ne peut pas rester sourd aux demandes spécifiques des Corses, qui, depuis 2014, se sont plusieurs fois exprimés dans les urnes, en donnant leurs voix aux nationalistes modérés. Après avoir fermé des portes, il se propose d'en ouvrir d'autres. Le rapprochement des prisonniers peut être envisagé. La spéculation immobilière pourra être freinée par de nouvelles règles d'urbanisme. L'État est même prêt à reconnaître l'existence d'un « bilinguisme » sur l'île, justifiant un coup de pouce particulier à son apprentissage.

L'indivisibilité de la République ne veut pas dire uniformité. Le chef de l'État ne parle pas encore d'autonomie, mais d'« émancipation ». Il fera droit à une revendication emblématique en proposant que la Corse soit mentionnée dans l'article 72 de la Constitution qui organise les collectivités locales. Ce sera peut-être insuffisant aux yeux des nationalistes, qui voudraient plutôt apparaître dans l'article 74 pour tendre vers le modèle ultramarin. Mais c'est déjà considérable au regard de la tradition française. Une avancée notable qui peut ouvrir la porte à d'autres évolutions.

L'autonomie de la Corse restera incomplète. Mais ses dirigeants auraient tort de refuser le dialogue. L'île bénéficie déjà d'un statut qu'aucune autre région métropolitaine ne peut revendiquer. Et qu'un nouveau droit à la différenciation et à l'adaptation des lois nationales viendra encore compléter. À charge pour les nationalistes d'en faire bon usage pour montrer que leur capacité de gestion ne s'arrête pas aux symboles politiques, mais s'applique aussi au quotidien des îliens. Sans doute le moyen le plus efficace de faire avancer d'autres causes.



60 recettes pour un hiver gourmand !

Au menu de ce numéro :

- Entrées, plats... 1001 façons de cuisiner la coquille Saint-Jacques en carpaccio, en croûte, snackées...
- Les recettes du monde de notre blogueuse globe-trotteuse
- Promenade gourmande dans le vignoble nantais : des idées pour accorder plats et vins
- +
- L'agenda des événements culinaires à ne pas manquer cet hiver dans l'Ouest
- Des adresses de bonnes tables que nous avons testées pour vous.

Actuellement en vente en magasin et sur boutique.ouestfrance.fr